

à accroître la prospérité et les chances de progrès, vise à consolider la paix. L'aide à la promotion des droits de la personne et de la démocratie vise à donner aux sociétés et aux individus les moyens d'assurer leur prospérité et leur liberté, moyens dont l'absence engendre des conflits. Toutes ces actions visent à consolider la paix. Par ailleurs, les efforts en faveur de la libéralisation des marchés - qu'ils soient menés au GATT, de concert avec nos partenaires asiatiques ou dans le cadre de l'Accord de libre-échange - visent à prévenir les différends commerciaux, qui ont déclenché jusqu'ici deux guerres. Il s'agit là aussi de consolider la paix.

L'approche adoptée par le Canada à l'étranger est celle dont le monde entier a besoin. Nous tenons à cette approche parce que notre bien-être dépend d'un ordre que nous ne pouvons imposer. C'est là un fait auquel nous sommes désormais tous confrontés. L'interdépendance n'est plus un concept; c'est une réalité. Les pays qui sont interdépendants ne peuvent prétendre qu'ils ne le sont pas. Les problèmes qui sont interdépendants ne peuvent être réglés séparément.

En terminant, je tiens à revenir à la crise du Golfe. Les forces mues par l'espoir qui donnent un nouvel élan aux initiatives de maintien de la paix sont celles-là mêmes qui animent la réaction de la communauté internationale à la crise du Golfe. Cette attitude résulte elle aussi d'un nouveau consensus international, d'une nouvelle volonté collective, d'une nouvelle foi dans l'ordre international. Les mesures prises par la communauté internationale dans le dossier du Golfe ne dérogent pas à la Charte des Nations Unies. Elles témoignent plutôt d'un retour aux principes de cette Charte, selon lesquels il faut non seulement maintenir la paix, mais la faire et le meilleur moyen de garantir la paix, c'est de garantir que la guerre ne sera pas acceptée. Il faudra pour ce faire courir certains risques et assumer une nouvelle responsabilité, celle du maintien de l'ordre international. Il s'agit là d'un fardeau qui vaut la peine d'être porté. C'est ce à quoi tient la politique étrangère du Canada.